

# EXIL, 20 ANS

mercredi 26 mars 2014

*par Messaoud Benyoucef*

*lundi 24 mars 2014*



**EI AQUA ET IGNI  
INTERDIXIT :  
ON LUI INTERDIT L'EAU  
ET LE FEU**  
*Formule rituelle du Sénat  
romain par laquelle il  
envoyait quelqu'un en exil*

Le 25 mars 1994, je quittai Oran en catimini. Sid-Ahmed, gloire du football national et inspecteur de la police de l'air et des frontières (PAF), frère de mon ami et camarade, Mustapha, époux de mon ancienne élève et amie de ma femme, Khadidja, m'évita les formalités de douane, de police et d'enregistrement : trop dangereux pour moi, estimait-il. Il s'en chargea donc lui-même et m'emmena, par la piste, jusqu'à la passerelle de l'avion. Un courrier à destination de Paris, aux trois quarts vide, en ces lendemains de « fêtes » ('Aïd Es-Séghir) marquant la fin d'un ramadhan sanglant.

À Paris-Orly, m'attendait Louis Weber. Dès l'assassinat de 'Abdelkader 'Alloula qu'il avait bien connu, Louis était très inquiet pour moi et me téléphonait : *"Prends un billet d'avion et viens ! T'occupe pas du reste !"* Louis Weber était l'un des dirigeants du puissant SNES (le Syndicat national des enseignements de second degré) et futur fondateur de la FSU (Fédération syndicale universitaire). J'avais connu Louis dans les années 60, alors qu'il était coopérant –professeur de mathématiques à Oran, un prof très aimé et apprécié par ses élèves. Fils de mineur lorrain et intellectuel critique, Louis était de ces marxistes avec lesquels j'étais le plus à l'aise car leur engagement était fait d'une fidélité subjective à leur classe d'origine –garantie d'authenticité– en même temps que d'une exigence de lucidité envers le mouvement communiste.

À partir de la mise en terre de 'Abdelkader, j'ai plongé dans la clandestinité. C'est ma femme qui a été mon agent de liaison, efficace et d'une discrétion absolue, et pour cause : elle ne se déplaçait que dûment "mnaqba", cachée sous un niqâb (voile intégral). Comme quoi... Ma femme était aidée par mes collègues du lycée (français) Pasteur –Gérard Benayoun, Pierre Marc– ainsi que par Robert et Marie-Claude Doisy, un couple d'amis intimes, qui ont saisi la consule de France sur ma situation. La consule me reçut très vite. Elle fut sincèrement touchée, alors qu'elle me demandait de lui donner mon passeport pour que ses services apposent le visa d'entrée en France, de m'entendre dire que je

n'avais pas de passeport. Alors, elle me proposa de me cacher ! Je la remerciai et lui dis que je disposais d'une planque sûre.

## **DU PASSEPORT EN GÉNÉRAL ET DE L'ARBITRAIRE EN PARTICULIER**

Ce que Louis ne savait pas, c'est, en effet, que je n'avais pas de passeport. Et que pour en avoir un, il fallait l'aval de la police des Renseignements Généraux (RG). Autant dire une gageure pour moi car les RG refusaient systématiquement, depuis des dizaines d'années, de me permettre d'obtenir le titre de voyage. Mes protestations et mes courriers au Directeur général de la sûreté nationale (DGSN) et aux différents ministres de l'Intérieur ne reçurent jamais la moindre réponse.

(Nous avons là un exemple vivant de ce que les Algériens nomment la « hogra », un mixte d'arbitraire et de mépris. Qu'un petit prof de province s'imagine qu'un MINISTRE de la République algérienne démocratique et populaire soit tenu de lui répondre, non mais ! Que le misérable s'estime déjà heureux qu'on ne lui ait pas envoyé une escouade de flics pour lui donner de la "hraouat el kleb" –du gourdin de chien–, ainsi que le recommandait Boukharrouba à Benhamza, tortionnaire en chef de la SM (qui s'en gargarisait dans une interview publique) ! En 1981, mon épouse, gravement malade devait être évacuée vers un hôpital parisien ; les RG refusèrent de me donner l'imprimatur pour le passeport. Après que j'eus menacé d'entamer une grève de la faim sur les marches du "Théâtre régional d'Oran", la sous-préfecture m'accorda un passeport d'une durée de validité d'UN mois. Durant les préparatifs de l'Insurrection du 1er novembre 1954, les principaux chefs du futur FLN, bien



que dûment fichés par la police et la DST, se déplaçaient librement d'Alger à Paris, Berne, Madrid, Tripoli, Le Caire, Tunis, Rabat, New York, Rome... Ils avaient des passeports, eux...)

C'est encore à Sid-Ahmed que je devrais d'obtenir le sauf-conduit. Sid-Ahmed s'était entendu rétorquer par ses collègues des RG : "Ah ! Il veut se tailler ? Il restera ici crever ! Il nous assez em...és, celui-là". À quoi il a répondu qu'il ne fallait pas exagérer, que je n'étais pas un terroriste aux mains couvertes de sang. Donc, la consule d'un pays étranger m'offre de me cacher alors que des policiers de mon pays – censés protéger les personnes et les biens– souhaitaient ma mort. Finalement, les RG ont donné leur imprimatur, car on ne refuse rien à Sid-Ahmed. C'est ainsi que fonctionne la RADP : les gens n'ont pas de droits ; ils ont des connaissances ou n'en ont pas.

## **DES PSEUDO FETWAS AUX ASSASSINATS BIEN RÉELS**

Lorsque 'Abdelkader 'Alloula tomba sous les balles, le 10 mars 1994, personne ne donnait plus cher de ma peau. Mes collègues algériens et mes voisins m'évitaient. Je sentais manifestement le sapin. En effet, une rumeur insistante courait depuis quelques jours qui faisait état d'une liste de noms affichée dans un lieu de prière (situé près du Derb) et comprenant, entre autres, le nom de 'Alloula et le mien. Je dois dire que je n'ajoutais pas foi dans ce genre de rumeur, moi qui recevais des lettres de menaces de mort depuis 1989. Mais après l'attentat contre 'Abdelkader, je réalisai le sérieux de la menace qui planait au-dessus de ma tête. N'importe qui pouvant propager ce genre de rumeur (ou afficher des listes), il convenait de se poser la question rituelle : À qui profite le crime ?

Personne ne contestera que la mort de 'Alloula profitait au pouvoir dans l'exacte mesure où elle discréditerait absolument ceux qui auraient attenté à la vie d'un homme adulé par tous ceux qui le connaissaient –et ils étaient des milliers à le connaître et à apprécier sa gentillesse, sa générosité et sa disponibilité aux autres.

Vu la stature et le renom international de l'artiste, j'ai pensé un court, très court, instant que le FIS auquel l'assassinat fut attribué, allait réagir, dénoncer cet acte abominable et nier en être l'auteur. Illusion ! Ma religion fut dès lors faite.

Ce que je subodorais depuis le début des violences s'est imposé à moi, à partir de ce moment, sous les espèces de la vérité : les factions qui étaient entrées en guerre pour le pouvoir –l'une pour défendre son pré carré, l'autre pour le lui ravir–, étaient trop lâches pour se battre à visage découvert et elles n'hésiteraient devant aucune ignominie, aucune ruse machiavélique, aucun coup tordu. Et encore une fois –comme durant la guerre d'indépendance– la population civile en paierait le prix fort.

Un an auparavant, les assassinats successifs –et à quelques jours d'intervalle– de Hafidh Senhadri (cadre de la Radio-Télévision Algérienne), de Djilali Liabès (philosophe, directeur de l'institut national d'études stratégiques globale, INESG, organisme gouvernemental), de M'hamed Boukhobza (sociologue, qui venait de succéder à Liabès à la tête de l'INESG), avaient semé l'effroi et le deuil à Oran : les trois victimes, en effet, étaient de l'ouest du pays (dans l'ordre : d'Oran, de Bel-Abbès et d'El-Bayadh) et avaient évidemment de fortes attaches dans notre ville.

À l'initiative de quelques amis, nous tînmes une réunion citoyenne– je veux dire sans attaches partisans. J'y pris la parole pour dénoncer le climat d'hystérie anti-islamiste instauré par certains médias (je ne les nommai pas mais il s'agissait principalement de "*L'hebdo libéré*" –journal où s'exprimait la tendance éradicatrice de la SM– et d'"*Alger républicain*" –tombé entre les mains des scissionnistes du PAGS, le soi-disant Front de l'Algérie moderne (FAM) qui eut une existence météorique. (cf. "[\*Les chroniques de la guerre des lâches\*](#)") : ce climat de guerre civile, dis-je, avait clairement pour objectif de fracturer le pays, de tétaniser et de diviser les Algériens.

Avec mon camarade 'Abdelkrim El 'Aïdi, universitaire et homme de pondération, nous proposâmes à l'assemblée une motion condamnant les crimes et recommandant la mesure et l'esprit de responsabilité. Personne ne vota contre.

C'était platonique, certes, mais que pouvions-nous faire face au déchaînement de la violence, orphelins que nous étions de notre parti ?

Le PAGS avait, en effet, disparu corps et biens dans le piège tendu par la SM. Il est vrai que cette dernière avait eu la tâche facile vu que la propre direction du parti –excepté son premier secrétaire, isolé et neutralisé– s'était faite sa complice silencieuse et consentante.

Le Premier ministre de l'époque (Belaïd 'Abdesselam) avait été direct : dans un discours public, il

s'était adressé aux communistes : "*Rejoignez-nous sinon vous serez égorgés*" (sous-entendu : ar les gens du FIS, que les commis du pouvoir évitaient de nommer).

Jamais ! Au grand jamais ! Ai-je répondu au fond de moi, à l'écran de télévision sur lequel je suivais le discours, avec mes enfants à côté de moi, dont je sentais combien ils avaient silencieusement peur pour leur père.

Au total, Oran paiera un tribut exorbitant à la grande Terreur : Bakhti Benaouda, jeune et brillant universitaire arabisant ; Djamel Eddine Zaïter, jeune journaliste progressiste arabisant ; Rachid Baba-Ahmed, musicien, producteur ; Cheb Hasni, superstar du Raï oranais (quelque temps avant que je ne parte, il m'avait payé un verre –de scotch– au bar "Le Dauphin") ; 'Abdelkader 'Alloula ; 'Abderrahmane Fardeheb... Oran payait-elle pour le clan d'Oujda, faussement et grossièrement assimilé à elle ?

En France, les assassinats de Liabès et Boukhobza eurent un grand retentissement car deux de leurs anciens professeurs –Pierre Bourdieu et Jean Leca– créèrent le CISIA (*"comité international de soutien aux intellectuels algériens"*). Le pouvoir algérien fit opportunément état d'une organisation criminelle liée au FIS, le FIDA (front islamique du djihad armé), dont la spécialité était de tuer les intellectuels anti-intégristes. J'attendis en vain que le FIS démente l'information et que le pouvoir fournisse la preuve de ses allégations.

## TRAQUENARD

À partir du discours du Premier ministre, il ne fallait pas être grand clerc pour comprendre que nous étions au centre d'un traquenard dont nous ne sortirions pas vivants puisque les belligérants avaient un égal intérêt à nous voir disparaître. Et ces belligérants étaient selon moi, l'état-major de l'armée et la SM d'un côté, le FIS, le BTS (clan de l'est) et des dissidents de la SM de l'autre.

Qu'une fraction de la SM se soit bien mise au service du FIS m'apparaissait comme allant de soi : jamais les dirigeants islamistes ne se seraient lancés à l'assaut du pouvoir s'ils n'avaient pas pensé disposer d'un soutien de la SM, en particulier de son n° 2 (cf. *"Les chroniques de la guerre des lâches"*). Mon analyse se fondait d'ailleurs, en partie, sur le propre discours extériorisé de la SM, je veux dire le discours clamé par ses porte-voix, avéré (*"L'hebdo libéré"*) et supplétif (*"Alger républicain"*), discours halluciné qui voyait deux peuples en Algérie, un peuple moderne et un peuple archaïque et qui en était arrivé à proposer une partition du pays en deux entités : "l'Algérie moderne" et "l'Algérie archaïque". Délire insensé. Folie pure.

## LE CONTEXTE

En 1989, au début de la drôle de "légalité" et du "multipartisme" tout aussi drôle, je fus désigné membre du comité fédéral d'Oran du PAGS. Nous fûmes trois à déposer les statuts du parti à la préfecture, comme l'exigeait la réglementation.

Quelques jours après, je commençai à recevoir des lettres anonymes de menaces qui tentaient de me faire accroire qu'elles émanaient d'anciens étudiants islamistes avec lesquels j'avais eu maille à partir, des années auparavant. Mais certains détails de ma vie ne pouvaient être connus de ces ex-étudiants ; ils ne pouvaient l'être que de mouchards et de leurs maîtres policiers : ceux qui m'envoyaient ces lettres s'étaient trahis par un élément décisif qui me fit déduire la véritable identité de l'un –au moins– des anonymes. Un militant du FLN, chantre de l'arabité, fanatique et sectaire, dont le patronyme d'origine européenne (ses ascendants avaient probablement été raflés sur les côtes

catalanes par les pirates de l'Odjaq) expliquait facilement pourquoi l'individu se voulait plus Arabe que les Arabes.

Le parti décida qu'il fallait en informer la police. Je m'y rendis en compagnie du coordinateur fédéral ; un agent des RG prit ma déposition. Il insista lourdement pour me faire dire que je soupçonnais, ce que je me gardais bien de faire. Les lettres continuaient d'arriver contenant maintenant des menaces de mort détaillées. Je n'en parlai plus à personne et décidai de leur appliquer le traitement que mon prof de philo –M. Yves Vié le sage– réservait aux lettres de menace de l'OAS : *"Je leur fais faire le trajet de la boîte aux lettres à la poubelle en me munissant de pinces à linge... pour mon nez."*, disait-il.

En juin 1990, survint l'événement qui jeta une lumière crue sur la nature réelle du parti : les élections municipales. Au niveau du comité fédéral, je me suis battu pour que le parti aille à ces élections sous ses propres couleurs, avec ses propres listes et qu'il tienne des meetings populaires. Il s'agissait d'inscrire le parti dans la réalité politique, de donner à voir le pluralisme en acte, d'offrir une alternative aux milieux populaires et de dénoncer les manoeuvres et la rhétorique du pouvoir.

Les deux seules voix qui me soutinrent franchement étaient celles des deux camarades ouvriers vivant dans le quartier populaire de Sidi-Lahouari ; les autres membres, de tergiversations en atermoiements, convinrent que le débat devait reprendre au sein d'un comité fédéral élargi. Qui se tint quelques jours plus tard et qui me mit en minorité.

À cette réunion, fut convié un ex-cadre local qui avait pris ses distances avec le parti auquel il avait posé de sérieux problèmes, par ailleurs. Il parla de former de larges listes d'union, de ne pas se montrer sectaire ! Je n'en croyais pas mes oreilles ! Le stalinien sectaire, cassant et borné, qui ne savait pas à quoi ressemblait un ouvrier (encore moins un paysan pauvre), qui avait fait des dégâts considérables au bon renom du parti parlait d'anti-sectarisme !

Je repris mon plaidoyer pour que notre parti sorte des limbes et assume ses responsabilités. Peine perdue. La décision de se terrer avait été manifestement prise ailleurs que dans l'instance normale. ç Aujourd'hui, il apparaît que l'ex-stal est un intime de l'un des plus hauts responsables de la SM. Ainsi va la vie.

À Oran-ville, une liste dite *"El Bahia"* (connotation orano-oranaise, racoleuse et démagogique) fut élaborée (par qui ?), qui avait le soutien très discret de la fédération du PAGS. Je ne m'en mêlai à aucun moment.

À Arzew et 'Aïn-El-Bia, par contre, je tins deux meetings publics avec les camarades de l'arrondissement qui avaient décidé de passer outre et de présenter des candidats sous notre étiquette. Notre camarade de 'Aïn-El-Bia fut élu. Sous l'étiquette PAGS.

[Après le coup d'état de janvier 1992, le pouvoir de fait décréta la dissolution des municipalités conquises –au terme d'une fraude gigantesque menée sous la houlette du gouvernement "réformateur" (sans blague) de M. Hamrouche– par le FIS et les remplaça par des Directeurs d'exécutif communal (DEC) nommés par l'Administration.

Durant cette période, je reçus une convocation de la sous-préfecture d'Es-Sénia (mon lieu de résidence), sans mention autre qu'"urgent". Était-ce pour mon passeport ? Je n'osais y croire. On



m'introduisit immédiatement dans le bureau du sous-préfet. Ce dernier, sans même m'inviter à m'asseoir, me demanda de but en blanc : *"Etes-vous intéressé ?"*

*–Je vous demande pardon, Monsieur le chef de daïra, mais par quoi ?*

*–Mais par le poste de DEC, bien sûr !*

*–Non, monsieur, catégoriquement non."*

L'entrevue avait duré 3 minutes.

Dans les mois qui suivirent, il y eut une hécatombe de DEC, assassinés par des "terroristes" non identifiés. Je laisse le soin à chacun de tirer la conclusion de cette invite qui a été faite à quelqu'un que l'on tient pour infréquentable, que l'on prive de passeport mais à qui on propose un poste de maire.]

Revenons à Juin 1990. J'exposai tous ces faits à mes camarades de cellule ('Alloula et Djellid) au cours d'une longue réunion. Nous convînmes que le parti était dominé par des petits-bourgeois radicalisés en parole, sans attaches populaires réelles, qui avaient, de fait, largué la classe ouvrière et la paysannerie pauvre pour s'arrimer à un pouvoir dont ils partageaient en réalité la nature petite-bourgeoise et le nationalisme borné. Il était devenu incontestable pour nous que la tendance dominante au sein du parti était d'éviter de mécontenter ceux avec lesquels "on" entretenait une relation privilégiée : les soi-disant DR (démocrates-révolutionnaires) de l'armée et de la SM.

En ce qui me concerne, je pris la décision de démissionner du comité fédéral ; mes camarades approuvèrent. J'adressai une lettre en ce sens à la direction du parti. Elle n'eut aucune suite. Comme n'eut pas de suite un rapport que j'adressai à ladite direction dans lequel j'exposais mon point de vue sur les syndicats. Lequel point de vue n'avait pas dévié d'un iota depuis les années 70 : l'édification de syndicats libres promis à la défense des intérêts des travailleurs. À Oran, nous avons beaucoup avancé dans la réalisation de cette tâche à travers l'instrument que nous avons patiemment –des dizaines d'années durant– construit : *"l'intersyndicale"*.

*L'intersyndicale* tenait, maintenant, ses assises chaque semaine en réunion publique, regroupant quelque 250 cadres syndicaux et salariés (... et des policiers des RG). Ces sessions étaient l'occasion d'un travail pédagogique irremplaçable sur la nature des syndicats, leur rôle, leur rapport aux partis politiques, sur la manière graduée de conduire la lutte revendicative, etc..

Ces assemblées, qui se déroulaient chaque jeudi après-midi au cinéma *"Le Pigalle"*, en plein centre-ville, étaient très suivies par un auditoire attentif qui ne manquait pas, néanmoins, de s'amuser aux interventions hilarantes de Djelloul le docker qui parlait d'*"éteindre le compteur de l'UGTA"* (*Ntafioulhoum el countour*) et qualifiait les ouvriers d'autant de *"Kounta Kinté"* (le héros noir et esclave de la célèbre série télévisée *Roots*, Racines).

[Les occasions de franche rigolade ne manquaient pas : un jour, notre camarade Mahieddine Tsouria prit la parole pour fustiger, dans son arabe approximatif, les droitiers qu'il prononçait *"yamaniyine"* (qui désigne les Yéménites) au lieu de *"yaminiyine"*; je lui fis remarquer, taquin, que nous n'avions, quant à nous, rien contre les Yéménites. La salle éclata de rire alors que

Mahieddine –il n'avait pas compris où était le problème– continuait de fustiger les malheureux Yéménites.

Un autre jour, 'Achour, combattant de l'intersyndicale et de l'amazighité –qui ne ratait jamais une occasion de promouvoir sa cause avec tact et intelligence, comme à l'occasion de la mort de Mouloud Mammeri–, 'Achour donc nous apprit qu'un dirigeant historique du FFS (Front des forces socialistes), Si El Hafidh ('Abdelhafid Yaha) avait fait sécession et venait prêcher la bonne parole à Oran. Notre ami se proposa d'assister à la réunion et d'en faire un compte–rendu devant la session hebdomadaire de l'intersyndicale. Quand vint le moment, je lui donnai la parole ; il n'eut que ces mots, meurtriers : "*Moustawa entaa couaffour*". ("*C'était une parlotte du niveau d'un salon de coiffure*"). Exit Si El Hafidh.]

Il m'est arrivé de rencontrer, plus tard, des jeunes gens, anciens participants à ces séances de l'intersyndicale : tous m'ont dit qu'ils se sentaient comme transportés ailleurs qu'en Algérie durant ces moments. Ce qui veut dire que l'image que nous donnions, toute de calme, de tolérance, d'argumentation rationnelle et d'unité était étrangère à ces jeunes, pire encore qu'elle ne pouvait pas faire partie de leur Algérie. Terrible constat à la veille même de ces années de barbarie qui allaient "triomphalement" couronner plus de 40 ans d'un culte lancinant rendu à la violence, seule forme d'expression politique constamment donnée en exemple aux jeunes.



## LA MORT DE MES AMIS

En décembre 1990, notre camarade M'hamed Djelid était emporté par un cancer foudroyant. 'Alloula et moi, qui étions à peine rentrés du congrès du PAGES, étions anéantis. M'hamed avait fait face à la maladie avec un courage incroyable. Il fut inhumé au cimetière d'El-Asnam, sa ville natale. Dans le sifflement sinistre du vent de la plaine, ce jour-là, des images fulgurèrent dans mon esprit au moment où notre camarade était mis en terre : nos réunions de cellule chez 'Alloula, durant

lesquelles on se marrait bien malgré tout ; sa fuite après son interpellation par la police en 1982 ([cf. "Le printemps oranais"](#)), ma femme qui le cache et lui donne des vêtements de rechange ; nos débats passionnés sur le théâtre (il avait rédigé une thèse universitaire sur le théâtre amateur) ; nos discussions sur le "socialisme réel" après son séjour d'études en RDA (dont il n'était pas revenu enthousiaste) ; nos divergences également, en particulier sur l'intersyndicale (qu'il aurait voulu plus attentive aux luttes des ouvriers du secteur privé)...

Le 10 mars 1994 au soir, 'Abdelkader était très grièvement blessé par balles. Le 11 mars, un camarade, médecin, Kamal, m'avait expliqué quel type de dégâts irréversibles avaient faits les balles au niveau de l'encéphale, ce qui rendait son transfert en France inutile. Nous étions, alors, à l'hôpital d'Oran, hébétés, devant le pavillon où se trouvait notre ami, inconscient.

Deux officiers de la SM (ceux qui m'avaient accosté dans la rue, il y a quelques années, et proféré toute sorte de menaces et d'injures contre 'Alloula ; cf. "[Gouverner par le complot](#)") s'approchèrent de moi et me soufflèrent à l'oreille : *"Ce sont les hommes de Taleb Ahmed qui ont fait le coup"*. Peut-être ont-ils pensé en me voyant écrasé de douleur, que je m'accrocherais, tel un noyé, à leur misérable manœuvre et que je me ferais le vecteur de *"l'information"*. Dans mon enfance, ma voisine espagnole disait : *"La poule qui chante a fait l'œuf"*.

L'après-midi de ce même jour, un camarade pour qui j'avais la plus grande estime, Mohamed, me raccompagna chez moi, au village d'Es-Sénia, à bord de sa voiture. En descendant du véhicule, je vis ma femme qui venait à ma rencontre, visiblement inquiète. Depuis le balcon de l'appartement donnant sur la cour intérieure de la cité, elle m'indiqua trois jeunes gens, debout près des parkings – des boxes en tôle ondulée. Ma femme me dit qu'ils étaient là depuis la matinée et que ce n'étaient pas des jeunes du village. L'un d'eux attira immédiatement mon attention ; vêtu d'un ample blouson blanc, de jeans et de baskets, il correspondait à la description que m'avait faite un camarade de l'assassin de 'Alloula. Et ces trois jeunes se tenaient à côté de mon box.

Le modus operandi de l'assassinat de Tahar Djaout me revint en mémoire : les assassins attendent que vous soyez dans l'habitable, vous tirent une balle dans la tête, jettent votre cadavre à terre et s'enfuient à bord de votre propre voiture. J'eus l'intime conviction, à tort ou à raison, que c'était ce scénario qui m'était réservé. Prémonition ? Deux jours auparavant, j'avais décidé, par mesure de prudence, de laisser ma voiture dans le parking du lycée et de rentrer chez moi en bus. À la fin de la journée, les trois jeunes gens s'en allèrent en regardant ostensiblement vers mon balcon, d'où nous les observions.

Le 14 mars 1994, 'Alloula décédait à l'hôpital du Val-de-grâce où on l'avait transporté sur demande de sa famille. Après l'arrivée du corps à la maison familiale, j'ai craqué quand je me suis retrouvé dans la grande salle où nous tenions nos réunions de cellule : mes deux amis et camarades de combat, mes frères si sûrs et si solides, mes piliers, n'étaient plus. Un malheur incommensurable, de ceux dont on ne se consolera jamais plus.

En fin d'après-midi, nous tînmes une réunion chez un ami de 'Alloula afin de réfléchir à l'organisation des funérailles. Il y avait là le maître de maison, sa fille, 'Abdelkrim El 'Aïdi, Zerrouki Boukhari (artiste-peintre, concepteur des décors des pièces de 'Alloula), Sid-Ahmed Agoumi (comédien, directeur de la maison de la culture de Tizi-Ouzou), 'Azzedine Medjoubi (comédien, futur directeur du TNA) et moi.

Notre hôte était tétanisé, comme absent : son nom figurait à côté du nôtre sur la prétendue *"fetwa"*. Il avait pris un billet d'avion pour Marseille pour le lendemain matin. Il n'avait pas de problème de passeport.

Nous convînmes qu'après la levée du corps, le catafalque serait exposé sur les marches du théâtre pendant que Agoumi lirait un éloge funèbre à la mémoire de 'Abdelkader. Il restait à en rédiger le texte. 'Abdelkrim et moi furent chargés de la tâche. Nous nous retirâmes dans une autre pièce. *"À deux, ça ne va pas être possible. Vous étiez très proches, écris comme tu le sens"*, me proposa 'Abdelkrim. Dès que j'eus achevé le texte, je le lui fis lire ; il le trouva satisfaisant. Les autres l'approuvèrent également. Il n'y eut qu'une proposition d'amendement : un remplacement d'un seul mot. Elle fut le fait de Medjoubi qui suggéra de remplacer le mot "assassinat" par "mort".



Tout le monde se récria et Agoumi : *"Parce que tu crois qu'on va échapper à la mort de cette façon ? On y passera tous, t'en fais pas !"*. (Quelques mois plus tard, 'Azzedine sera assassiné sur les marches de l'opéra d'Alger.) 'Abdelkrim et moi traduisîmes le texte en arabe puis nous nous séparâmes.

Dehors, il n'y avait pas âme qui vive alors que le jour venait à peine de finir.

La peur était comme palpable, une peur poisseuse, qui collait à la peau.

Le lendemain, en début d'après-midi, je suivais le cortège mortuaire qui se dirigeait vers la place d'Armes, noire de monde. Agoumi lisait l'éloge de 'Abdelkader. Les têtes étaient baissées.

Quelqu'un m'aborda : *"Tu es repérable à un km avec ton foulard mauve ! Tu es inconscient ou quoi ?"*. C'était Robert Doisy et il ne savait pas combien il avait raison de parler d'inconscience.

Il est des occurrences, en effet, où l'instinct de survie –le désir de vivre– s'estompe, passe à l'arrière-plan en tout cas, poussé là par plus fort que lui sur le moment : le devoir moral. Je me devais d'accompagner un compagnon à sa dernière demeure, comme on dit. Aucune autre considération au monde ne m'en aurait dissuadé.

Je ne garde de cette séquence du cimetière que des fragments d'images. Je ne sais plus comment je suis arrivé là : ai-je fait le trajet à pied ? Des amis m'ont-ils transporté ? Je me revois craquant une deuxième fois, lors de la mise en terre, mais surtout à la vue des hommes du pouvoir qui discouraient, toute honte bue, eux qui n'avaient pas eu un geste pour protéger un homme qui faisait honneur à son pays. Je me revois quittant les lieux à bord de la voiture de Ould Kadi, le cher 'Abdelkader (décédé depuis, lui aussi).

Puis, le silence et l'obscurité pendant 10 jours, seulement interrompus par les visites de ma femme qui se démenait pour obtenir le sauf-conduit et me donnait des nouvelles des amis.

Un jour, elle m'apporta une bouteille de scotch : c'était une "pensée" de Robert, accompagnée d'un message écrit sur lequel figuraient les coordonnées d'un pied-à-terre parisien ainsi que de l'argent.

Un autre jour, ce sont mes collègues du lycée qui m'ont fait parvenir une somme d'argent. Dois-je préciser que leur geste était absolument spontané ?

Et un jour, enfin, ma femme arriva avec le passeport. La consule me reçut une seconde fois et me donna –outre le visa– des recommandations précises ainsi que le nom d'une responsable du Quai d'Orsay que je devais contacter en cas de problème. Quand le moment vint de partir pour l'aéroport, les forces me manquèrent. Je craquai pour la troisième et dernière fois.

À bord de l'avion –presque vide–, je rencontrai la fille d'un couple ami, étudiante en France. Elle demanda au steward de lui apporter du champagne ! *"Désolé, mademoiselle ; je n'ai rien à vous proposer, même pas du jus de fruit ou de l'eau minérale ! C'est ça l'Algérie."* J'ai alors soutiré de mon bagage à main –mon unique bagage– ma flasque de scotch. Le steward s'invita sans vergogne (C'est aussi ça l'Algérie) et, entre l'exubérance joyeuse de la jeune fille et les plaisanteries du steward, je fis, somme toute, un voyage qui aurait pu être pire. À Orly, Louis m'attendait.



## ENTRE PRÉFECTURE ET CONSULAT : TOUJOURS LES PROCÉDÉS ALGÉRIENS DE BASSE POLICE

Deux jours après mon arrivée, j'allai me signaler à la préfecture de mon lieu de résidence –en l'occurrence, j'étais logé chez Louis. Au Service des étrangers, je fus accueilli très courtoisement par une fonctionnaire à qui j'expliquai ma situation, lui demandant ce qu'il convenait que je fasse à l'expiration de mon visa de tourisme de trois mois. *"N'ayez crainte, on vous donnera un certificat de résidence"*. Ce qui fut fait trois mois plus tard. *"Dès que vous aurez un emploi, nous vous établirons un certificat de résidence annuel"*, me dit la même personne. Je quittai la préfecture avec un récépissé de demande d'un certificat de résidence de 3 mois avec autorisation de travailler.

Au consulat d'Algérie, ma demande d'immatriculation fut refusée. Un vice-consul m'expliqua qu'il fallait attendre le feu vert de la DGSN, qui ne serait donné qu'après enquête. Il ajouta : *"Si vous avez une connaissance au niveau de la DGSN, demandez-lui de faire accélérer l'enquête. De toute façon, on vous convoquera."* J'étais abasourdi mais j'avais immédiatement compris dans quelle situation impossible je risquais de me retrouver dans quelque temps : le certificat de résidence délivré par la préfecture est un "stick" qui est collé sur l'une des pages de votre passeport. Donc pas de passeport, pas de titre de séjour. Pas de titre de séjour, pas d'immatriculation. La boucle du piège à double entrée est bouclée.

Et c'est effectivement ce qui arriva quand mon passeport approcha de sa date d'expiration. Au consulat, il me fut opposé... que je n'étais pas immatriculé, donc *"impossible de vous établir cette pièce"*. Est-il utile de préciser que, malgré la promesse du vice-consul, je n'ai jamais été convoqué par ses services ? J'écrivis une lettre explicative au préfet ainsi qu'à l'ambassadeur d'Algérie dans laquelle je dénonçais le mécanisme perfide qui était mis en œuvre par la partie algérienne pour me priver de papiers de séjour. Comme de bien entendu, je pouvais toujours attendre une réponse de l'ambassade. Par contre, la préfecture me convoqua et me prolongea le titre de séjour d'un an avec la promesse de délivrance d'une carte de résident (valable 10 ans).

Sur ces entrefaites, je reçus un appel téléphonique. C'était un ancien du PAGS –ou réputé tel, je n'ai jamais su au juste– qui m'avait avoué un jour qu'il "avait le bon code génétique" –c'était la première fois de ma vie que j'entendais cette formule–, son père ayant été un ancien du MALG. J'ai été très surpris d'entendre sa voix et bien plus surpris quand je l'entendis agonir d'injures les gens du consulat ("ces connards" sic) et me proposer : *"Demain, on se voit au consulat et tu auras ton passeport !"*. Bien renseigné, le "camarade" ! ( Quelque temps après, je verrai son nom dans un journal parisien, dénoncée par une ancienne du PAGS qu'il proposait d'aider. Apparemment, le "camarade" s'était fait une spécialité de "récupérer" les anciens pagsistes...) Je n'irai pas au rendez-vous de la récupération.

Le consulat me convoqua quelques jours après. Il me délivra ***un passeport d'une durée de validité d'UN mois*** et une carte d'immatriculation. Je relançai ma demande d'un passeport "normal". Le jour fixé, et après une attente interminable, on appela mon épouse pour lui remettre son passeport. Pas

moi. À notre demande d'explication, une employée nous répondit textuellement : *"Le passeport de monsieur fih tikherbich !"* (= *Y a du micmac à propos du passeport de monsieur*).

Notre dégoût fut tel que, d'un même geste non concerté, ma femme et moi avons déposé nos papiers (moi, ma carte d'identité et la carte d'immatriculation) sur le comptoir ; ma femme : *"Puisque mon mari est privé de passeport, vous pouvez garder le mien"*. Nous nous sommes dirigés vers la sortie. À la porte, un employé nous rattrapa en courant : *"Venez, m'sieu, dame ! Le passeport est signé !"* L'obtention de papiers algériens m'avait demandé pratiquement 10 ans ! Entre-temps, la préfecture m'avait délivré une carte de séjour décennale et grâce à Michel Simonot (cf infra), le ministère de la Culture m'offrit un emploi dans la direction du spectacle vivant (chargé de mission aux enseignements artistiques) sans exiger de moi la nationalité française.

## SYCOPHANTES À DOUBLE MANGEOIRE

Mais les coups bas ne se sont pas bornés à cela. Revenons en arrière.

À partir du mois de juillet, et à la demande insistante de la veuve de 'Abdelkader 'Alloula, j'ai entrepris la traduction en français de sa trilogie intitulée **"Les généreux"** dont une première mise en espace radiophonique fut réalisée par France-Culture, sous la houlette de Michel Simonot (dramaturge) et de Jean-Marie Borzeix (DG de la radio), au théâtre du Rond-Point-Champs-Élysées.

Après avoir participé à une émission sur 'Alloula à France-Culture, je fus invité par des Algériens (en fait, il s'agissait de franco-algériens et de français) qui entendaient aider les réfugiés algériens. Je leur ai dit de m'aider à trouver du travail. *"Mais mon pauvre ami, tu ne peux pas travailler ! Tous les Algériens qui sont dans ton cas ne disposent que d'une autorisation provisoire de séjour (APS) sans permis de travail"*.

Je répondis en montrant mon récépissé : il portait bien la mention autorisé à travailler. Le gars sembla très étonné. Ce fut lui qui me raccompagna.

Dehors, le ton changea. Cela commença par des menaces voilées pour finir en apothéose : *"Et inutile d'écrire sous un pseudo ! Nous le saurons. Aucun directeur de journal parisien ne résiste à un paquet de dollars !"* (sic).

Donc, j'étais tombé dans un nid de flics qui avaient pour mission –comme cela m'apparaîtra clairement par la suite– de récupérer, sinon d'intimider les intellectuels algériens réfugiés en France.

Dans quel but ? Les empêcher de remettre en cause la vulgate que le pouvoir algérien distillait en France et dans le monde : celle d'une démocratie laïque en butte à la barbarie islamiste.

Je fis, ce jour-là, une marche de presque 10 km pour me calmer et réfléchir.

Mon titre de séjour de 3 mois arrivant à échéance, de nouveau la préfecture donc. La même personne qui m'avait accueilli si courtoisement la première fois, me reçut autrement. Debout, tenant à la main une feuille de papier, elle me cria avec colère à la face, en agitant sa feuille de papier : *"Mais qui êtes-vous à la fin ? Que venez-vous faire ici ?"* Complètement désarçonné, moi qui avançais avec le sourire, je restai interdit de longues minutes. La dame sortit, me laissant en plan dans son bureau. Un

moment après, arriva une employée qui m'apportait mon récépissé prolongé de trois mois. Je quittai la préfecture sans avoir rien compris.

Il faudra l'opportunité d'un "*déménagement*" pour que je saisisse le fin mot de l'affaire. Grâce à mon amie très chère, Fatima-Zohra, je pus avoir mon premier emploi en France (septembre 1994) ; grâce à mon amie non moins chère, Jacqueline Grelet, ancienne compagne de mon ami (j'en ai des amis !) Nadir Boumaza (qui, de Grenoble s'enquérissait régulièrement de ma situation et m'envoyait de l'argent), j'avais un logement ! dans un village de banlieue dépendant d'une sous-préfecture (SP).

Quand mon dossier fut transféré à la SP (ce qui demande beaucoup de temps), je fus convoqué par cette dernière qui me signifia que je n'avais plus le droit de travailler et me remit une APS. Sans autre explication.

J'écrivis aussitôt une longue lettre à la Direction des libertés publiques (ministère de l'Intérieur) avec une copie et une lettre explicative à la personne du Quai d'Orsay que la consule m'avait conseillé de saisir en cas de problème.

Dans le même temps, Louis lançait à ma rescousse une avocate du GISTI (ONG d'aide aux travailleurs immigrés). L'avocate, au vu de mon dossier, s'étonna de ce que je n'aie pas demandé l'asile politique : *"Vous l'auriez eu sans problème ! On se serait fait un plaisir de le plaider !". Maître ! –ai–je dit au fond de moi– Je ne voulais à aucun prix être logé à la même enseigne que certains de ceux qui bâfrent aux deux râteliers : profitant des prébendes du pouvoir en Algérie et réfugiés politiques en France.*

Deux ou trois semaines plus tard, la SP me convoquait. Mes lettres avaient fait leur effet. Je fus reçu par la chef du service des étrangers. Elle m'apprit qu'à l'origine de mes problèmes, il y avait une raison : la préfecture (de mon premier lieu de résidence) avait reçu une note écrite de la main du ministre de l'Intérieur qui demandait des explications à propos du traitement préférentiel dont je bénéficiais et qui demandait qu'on m'aligne sur mes congénères algériens : APS sans autorisation de travail !

Évidemment, mon cas n'a pu me valoir l'intérêt du ministre que parce qu'on a attiré son attention sur moi. Et il ne m'a pas été difficile de deviner qui avait fait le travail : celui –le "bénévole" et néanmoins flic à double mangeoire– à qui j'avais montré mon récépissé et qui m'avait menacé. (J'aurai, plus tard, l'occasion d'authentifier ma déduction en découvrant la véritable identité de l'individu ainsi que ses liens avec certains Algériens de ma connaissance. Un marigot fétide où barbote une engeance infecte.)

La chef de service me délivra un titre de séjour d'un an. *"Dès que vous aurez un emploi, je vous ferai établir une carte de résidence décennale... (un silence, puis) Une promesse d'embauche suffira, vous pouvez avoir ça, une promesse d'embauche ?".*

Ce sera William Sportisse, mon camarade du PAGS et grande et belle figure du PCA historique, qui me la fournira, cette promesse d'embauche. Sauf que je ne m'en servirai pas car –et à ma grande surprise–, je reçus quelques jours après, une convocation de la SP : au guichet, m'attendait ma carte de 10 ans ! J'écrivis un petit mot de remerciement au préfet qui m'accusa réception de mon mot et me remercia à son tour !

## ÉPILOGUE

Ce n'était pas fini ! Grâce au Ministère, j'obtins un logement à Paris.

Une désagréable surprise m'attendait : lorsque l'on change de département, il faut rendre sa carte de résidence et refaire un dossier complet de demande de carte de séjour ! Je ne me voyais pas reprendre le bras de fer avec le consulat algérien car mon passeport arrivait à péremption. Me voyant abattu, la fonctionnaire de la préfecture de Paris qui nous recevait mon épouse et moi, me dit : *"Vous avez des difficultés à vous procurer les papiers auprès des autorités algériennes, c'est ça ?"*. Si vous saviez, madame ! ai-je pensé. J'ai hoché la tête en signe d'approbation. *"Monsieur, dame ! Je vois que vous êtes nés avant 1962. Pourquoi ne vous épargnez-vous pas ces problèmes en demandant votre réintégration dans la nationalité française ? Pour vous, assimilés à des fonctionnaires de l'administration française, ce sera une simple formalité."*

Pour les gens de notre génération, meurtris par la guerre d'indépendance et qui ont choisi l'Algérie en 1962, semblable décision prendrait l'allure d'une défaite psychologique. Je n'en étais plus là. La persécution de bas étage dont j'ai été l'objet ces dernières années de la part de mon propre pays qui me poursuivait de sa vindicte jusque dans mon exil, avait levé toute inhibition psychologique. C'est donc la paix dans l'âme que j'introduisis ma demande de réintégration dans la nationalité française. Ce qui fut fait sans problème. Comme dit l'adage de chez moi, *"Et ainsi, la teigneuse fut débarrassée des démangeaisons de son cuir chevelu" (T'hanat el gar'a men hak erras)*.

Qu'ai-je fait pour mériter la bienveillance de l'Administration française ? Rien, ou si peu. À Oran, j'effectuais mon horaire normal (18 heures), à cheval sur deux lycées, le lycée français –où j'enseignais la philosophie en français– et le lycée algérien –où j'enseignais la philosophie en arabe–, et je ne voulais recevoir qu'une rémunération, la mienne celle du professeur algérien que j'étais depuis des décennies (payé en monnaie de singe, comme tout le monde). Par ailleurs, et à la demande du centre culturel français, je dispensais des cours de philosophie dans ce centre également.

Après mon départ, le lycée français remettra ma rétribution –celle dont je ne voulais pas, car ç'aurait été manger à deux râteliers, selon ma vision des choses– à mon épouse, une coquette somme qui lui servit à financer le départ de notre fille à l'Étranger.

Après 33 années et demie de loyaux services dans l'Education nationale et sans avoir jamais rien demandé à mon pays –ni bourse, ni détachement, ni rien et pourtant ce ne sont pas les occasions ou les sollicitations qui ont manqué–, je suis parti comme un voleur dans la nuit (*"like a thief in the night"* pour les fans des Rolling Stones), avec pour tout viatique un bagage à main... mais avec un carnet d'adresses comme ça !, celui de mes amis.

*Dixi et salvavi animam meam*



*À ma femme, Fatiha*

À

*Christine ROBICHON, ambassadeur de France, ancienne consule à Oran*

*Isabelle CROCHU, Division des réfugiés et apatrides au Quai d'Orsay*

*Agnès SAAL, ancienne Secrétaire générale du Ministère de la Culture*

*À mes très chers*

Khadidja et Sid-Ahmed Belkedrouci

Gérard Benayoun

Pierre Marc

Marie-Claude et Robert Doisy et leurs enfants Basto et Nico

Coré Aline

Anita et Louis Weber

Fatima-Zohra Maamar

Jacqueline Grelet Marie-Laure Coquelet

Nadir Boumaza

Miloud et Yamina Keddar

Leïla Touat

Jean-Luc Fénéant

Nicole et Frédéric Rouget

Dalila Hammou

Michel Simonot

Jean-Louis Borzeix

Zoubida et 'Abdelkader Hagani

Père Michel Joly

Soeur Agathe

Chantal et Jean-Paul Gaudin

*Publié par messaoud benyoucef*

*braniya chiricahua blog*

[Répondre à cet article](#)